



Soutien
au
peuple
indonésien
contre
le fascisme



Le véritable visage de Suharto et de son régime militaire

Le général Suharto, qui usurpe à l'heure actuelle le poste de « Président » de la République d'Indonésie, fera une visite « officielle » début novembre, en France, Belgique, Italie, Autriche et Suisse. On lui servira des boissons réputées et de fins repas, il exhibera son sourire un peu partout, avec l'intention de passer pour un homme d'Etat « au bon cœur », « à l'esprit large », « généreux » et « sage ».

Habillé en civil, ce général fera très certainement des discours éloquentes, prêchant partout que son régime militaire n'est pas un régime militaire, que son régime suit une politique extérieure « non alignée », que lui et sa clique militaire au pouvoir défendent la justice et les droits de l'homme. Il ira même jusqu'à oser dire que l'Indonésie aujourd'hui, sous sa domination, jouit de la démocratie la plus complète, de la justice sociale, de la liberté d'expression, du progrès social et économique.

Avec son sourire et son visage « innocent », il essaiera de convaincre les hommes d'Etat, les politiciens, la presse, etc., dans tous ces pays, que sa politique et son rêve sont d'abolir l'exploitation et l'oppression du peuple, qu'il respecte la dignité humaine, que son régime est une émanation « du peuple, par le peuple, pour le peuple », de l'Indonésie, etc.

Il ne dira jamais que son régime, depuis bientôt 7 ans, a mis plus de 100 000 prisonniers politiques dans des prisons diverses et des camps de concentration dispersés dans tout l'archipel indonésien. Il ne révélera pas non plus que jusqu'à présent, son régime continue à détenir et arrêter des centaines de personnes, chaque jour, dans toute l'Indonésie, sous le prétexte on ne peut plus vague que ces gens mènent des activités subversives, sabotent son « Ordre Nouveau », sont de « gauche » ou bien communistes. Il évitera également de mentionner le nombre exact, véritable, des victimes du massacre commis à l'échelon national par son armée, en 1965, 1966 et 1967, qui s'élève à 500 000, 750 000 ou bien même 1 000 000.

Qui est véritablement Suharto, ce visiteur « très honorable » et cet hôte officiel « très distingué » de l'Europe occidentale ? Quelle est la véritable nature de son régime ? Son régime soutient-il effectivement la justice, défend-il les droits de l'homme ? De quelle manière contrôle-t-il la vie politique du pays ? Et pourquoi met-il tant de généraux et de colonels dans toute la machine de l'Etat ?

EX-COLONIALISTE HOLLANDAIS, SOLDAT ET OFFICIER ENTRAINE AU JAPON

Suharto, qui a maintenant 50 ans, est né le 8 juin 1922, au centre de Java. Pendant sa jeunesse, au temps du colonialisme hollandais

(alors que de nombreux communistes et d'autres patriotes nationalistes languissaient dans le célèbre camp de déportation de Boven-Digul), il servait dans l'armée coloniale hollandaise comme soldat professionnel. Son attitude au service de l'armée coloniale fut considérée comme très bonne, par les officiers hollandais, et cela leur plaisait. Cependant, il reçut le privilège de suivre une école spéciale de cadres à Combong (Centre de Java) en 1940. Quand l'Europe fut envahie par la Seconde Guerre Mondiale, en 1941, il fut promu sergent par les officiers coloniaux hollandais.



Suharto le bourreau et ses brutes sanguinaires aux ordres de l'impérialisme américain.

Après que l'armée fasciste japonaise eut occupé l'Indonésie, il rejoignit l'armée constituée par les fascistes japonais. Il semble qu'il fit également preuve de « bonne conduite », pendant son service dans cette armée, puisqu'il fut successivement promu par les fascistes japonais, d'un grade à un autre, toujours plus élevé.

Quand le peuple indonésien se souleva contre l'occupation japonaise (à la fin de la seconde guerre mondiale) et plus tard contre le colonialisme japonais, Suharto rejoignit l'armée nationale. Durant plusieurs années, il fut commandant militaire de la région de Jogjakarta, qui était à l'époque la capitale de la République. Plus tard, entre 1956 et 1958, il fut nommé commandant de la division « Diponegoro » du centre de Java, au grade de colonel.

COMMANDANT DU COMMANDEMENT STRATEGIQUE DE L'ARMEE

Alors qu'il était en poste comme commandant de cette division, il montra et jura à plusieurs reprises, une grande « loyauté » à l'égard du Président Sokarno. Cependant, lorsqu'il y eut des rapports témoi-

gnant d'irrégularité (contrebande...), et de corruption, dans lesquels il aurait été impliqué, Sokarno le sauva en le remplaçant, et, plus tard, en le nommant commandant du Commandement Stratégique de l'Armée (KOSTRAD), au rang de général en chef.

Même au cours de sa carrière comme Commandant de l'Armée Stratégique, des rumeurs circulèrent, à l'époque, parmi les officiers de l'armée, au sujet de son utilisation de quantités énormes de fonds, destinés au commandement, pour la corruption d'officiers de l'armée, et pour sa vie fastueuse. Alors qu'un grand nombre d'officiers se plaignaient à l'époque des bas salaires et des mauvaises conditions de logement, Suharto acheta pour lui-même une splendide maison. Il y eut également des rumeurs sur ses rapports avec des cercles d'affaires qui s'occupaient de tractations secrètes.

Au début d'octobre 1965, il mobilisa son commandement stratégique et d'autres unités de l'armée, pour écraser le « mouvement du 30 septembre », qui avait été organisé par des officiers de l'armée à l'esprit progressiste, et par l'armée de l'air. Sous prétexte d'écraser le « mouvement du 30 septembre » Suharto et sa clique de généraux réactionnaires ont organisé depuis lors le massacre à l'échelon national, le plus sauvage et le plus barbare, contre les communistes, les nationalistes progressistes, les cercles religieux, les journalistes, les artistes, les intellectuels, les étudiants, les travailleurs, les paysans et même les enfants.



Un génocide digne d'Hitler.



La minorité chinoise d'Indonésie soumise aux pires tortures.

Suharto, et tous ceux de son régime, n'ont jamais osé jusqu'à présent avancer un chiffre quelconque sur le nombre des victimes de ce génocide national, sans aucun précédent, en 1965, 1966 et 1967. Divers journalistes, du « Monde », du « New York Herald Tribune », de « L'United Presse International », de « Reuter », du magazine « Life », de « l'AFP » et de nombreux autres organismes, ont fait des rapports révélateurs sur ces atrocités inhumaines. Ils ont mentionné différents chiffres sur le nombre des victimes, 500 000, 750 000, et certains même, écrivirent que 1 000 000 de personnes furent massacrées. Dans tous les cas, il est certain que plus de 500 000 personnes furent brutalement massacrées.



Dans de nombreuses parties du pays, les habitants de villages entiers furent massacrés par l'armée, y compris des femmes innocentes et même de petits enfants. Les rapports de journalistes (beaucoup d'entre eux furent rédigés à partir d'enquêtes menées sur les lieux mêmes des massacres), révélèrent que dans beaucoup de prisons, des groupes de 80 ou 90 prisonniers furent exécutés chaque nuit pendant plusieurs mois, sans procès et même sans interrogatoire. De nombreuses personnes furent décapitées, les femmes et les enfants de ceux qui étaient tués, ou emprisonnés, étaient violés. Des centaines de milliers d'enfants sont aujourd'hui orphelins.

Jusqu'à aujourd'hui, le régime militaire de Suharto maintient encore dans les prisons et les camps de concentration plus de 100 000 prisonniers politiques (la plupart d'entre eux y sont déjà depuis 7 ans). L'un de ces camps n'est autre que l'île éloignée et infestée de malaria, de Buru, où 10 000 prisonniers politiques sont actuellement détenus.

USURPATION DU POUVOIR PAR SUHARTO

Soutenu par les impérialistes et les forces réactionnaires à l'intérieur du pays, Suharto et sa clique de généraux réactionnaires, depuis le début de 1966, ont mis sur pied leur conspiration et leurs manipulations pour s'emparer du pouvoir d'Etat et de la machine d'Etat. En mars 1966, Suharto et sa clique ont forcé Sokarno (en utilisant toutes les formes d'intimidation et de menaces), à donner les pleins pouvoirs « pour sauver le pays et restaurer la loi et l'ordre ».

Ce « mandat » que Suharto obtint en faisant régner la terreur, en mobilisant les voitures blindées et en exerçant toutes sortes de pressions et chantages, fut utilisé par lui et sa clique de généraux réactionnaires pour « légaliser » et consolider encore davantage son usurpation du

pouvoir. Les brutalités habituelles, les atrocités inhumaines, exercées par son armée, avant qu'il ne s'empare du « mandat », continuèrent et s'intensifièrent plus fort que jamais.

Suharto proclama l'interdiction du Parti Communiste Indonésien, et il ordonna à son armée d'arrêter tous les dirigeants, les cadres et les membres de ce parti, dans toute l'Indonésie.

Il intensifia également la liquidation des autres forces politiques du pays, qui soutenaient la politique de Sokarno. Des groupes progressistes parmi les partis nationalistes et religieux, furent arrêtés, supprimés ou soumis à la terreur.

Suharto arrêta de nombreux ministres progressistes dans le Cabinet, et la plupart d'entre eux sont encore détenus jusqu'à aujourd'hui. De nombreux gouverneurs furent renvoyés ou arrêtés, des centaines de milliers de personnalités officielles du gouvernement furent mises à la porte. Plus de 40 journaux dans toute l'Indonésie furent interdits et plus de 400 journalistes progressistes (presque un tiers du nombre total des journalistes de toute l'Indonésie, à l'époque) furent mis en prison et beaucoup d'entre eux fusillés.

Les syndicats de gauche ou progressistes, les organisations paysannes, les mouvements de jeunes et d'étudiants, furent interdits et les dirigeants arrêtés. Des dizaines de milliers de professeurs dans tout le pays, furent renvoyés. On brûla partout les livres sur le marxisme et les publications aux idées progressistes, et ceux qui étaient en possession de ce genre de livres furent emprisonnés. (Jusqu'à aujourd'hui, le régime de Suharto interdit au peuple de lire ou posséder des publications progressistes, de gauche ou communistes.)

Quel fut le pas suivant ? Après avoir consolidé son pouvoir en persécutant toutes sortes de progressistes et en supprimant brutalement tous les opposants par la force des armes, il réalisa son but ultime : prendre la tête de l'Etat. En utilisant toutes sortes de sales tours, y compris l'usage d'intimidations à l'aide de bayonnettes et de voitures blindées, il fut nommé en 1967, sous le couvert d'une « Assemblée constituante populaire », « Président en exercice » de la République.

Ensuite, sa dernière étape fut de conclure un « accord final » avec Sokarno, en le mettant dans une maison d'arrêt, et en le soumettant à un interrogatoire continu jusqu'à sa mort, en 1970.

UN REGIME MILITAIRE FASCISTE DE LA PIRE ESPECE

Voici le résumé de sa biographie. Depuis lors, quel type de régime impose-t-il au peuple indonésien ? C'est un régime fasciste militaire, le plus brutal, réactionnaire, corrompu et impitoyable, qu'ait connu l'histoire de l'Indonésie. Il jouit du soutien politique de la plus grande partie des forces politiques réactionnaires du pays. Sur le plan interne, le régime de Suharto, poursuit une politique effrénée anti-communiste, anti-démocratique et raciale, alors que sur le plan extérieur il suit une politique pro-impérialiste et anti-chinoise.

Examinons quelques faits.

Non seulement les corps centraux et exécutifs, mais les corps régionaux et provinciaux également, même jusqu'au niveau du village, sont entièrement contrôlés par la junte militaire fasciste. Le ministre des Affaires Intérieures est un lieutenant-général (Amir Mashmud), tan-

dis que le secrétaire général de ce ministère est un major-général (Sunandar). Ce ministère est plein d'officiers de rangs plus ou moins élevés, qui détiennent les postes importants.

La majorité des gouverneurs des 26 provinces de l'Indonésie sont des major-généraux, des brigadiers-généraux, des colonels, etc...

De nombreux généraux sont nommés ambassadeurs dans divers pays importants. Simplement pour citer quelques exemples : l'ambassadeur de France est un lieutenant-général (Askari), celui d'Angleterre un maréchal de l'armée de l'air, (Rusmin Murjadin), celui de la Hollande un lieutenant-général (Alamsjah), celui des Etats-Unis un lieutenant-général (Sjarif Thayeb), celui du Canada un lieutenant-général (Djamin Gintings), celui de Malaisie un brigadier-général (Thalib), celui de Singapour un lieutenant-général (Rukminto). C'est la même chose pour l'Australie, la Yougoslavie, le Cambodge, la Thaïlande, etc.

Bien sûr, Adam Malik est un civil, mais il soutient entièrement la politique de Suharto. En outre, le plus important poste de secrétaire général du ministère des Affaires Etrangères est aux mains d'un lieutenant-général (Ashari Danudirdjo), pendant que le directeur général de la Sécurité et des relations publiques de ce ministère est un major-général (Her Tasning). L' « homme fort » de la mission indonésienne aux Nations Unies est aussi un lieutenant-colonel qui dirigea autrefois les services secrets.

CONTROLE MILITAIRE DANS TOUS LES DOMAINES

Dans l'administration Suharto, de nombreux généraux et colonels tiennent les plus importantes positions-clés de tous les ministères. Pour les ministères civils, l'important poste de secrétaire général et les postes de directeurs généraux sont aux mains de la clique fasciste militaire...

Pour les corps législatifs (le parlement central et les parlements régionaux à tous les niveaux), il se trouve aussi de nombreux officiers réactionnaires qui sont nommés présidents et membres de ces corps. Le président du corps législatif le plus élevé du pays, « l'Assemblée constituante du Peuple », est un général (Nasution). Cette assemblée est « nommée » par Suharto en tant que Président de la République ; et lors de sa prochaine session de mars 1973, elle va « renommer » Suharto Président de la République à son tour...

Il en est de même pour les positions-clés du secteur économique qui sont directement contrôlées par des généraux et des colonels : ministère des Finances, Chambre de Commerce et Commission de contrôle financière.

Dans le domaine de l'information, c'est aussi un général qui dirige en étroite coopération avec les services secrets.

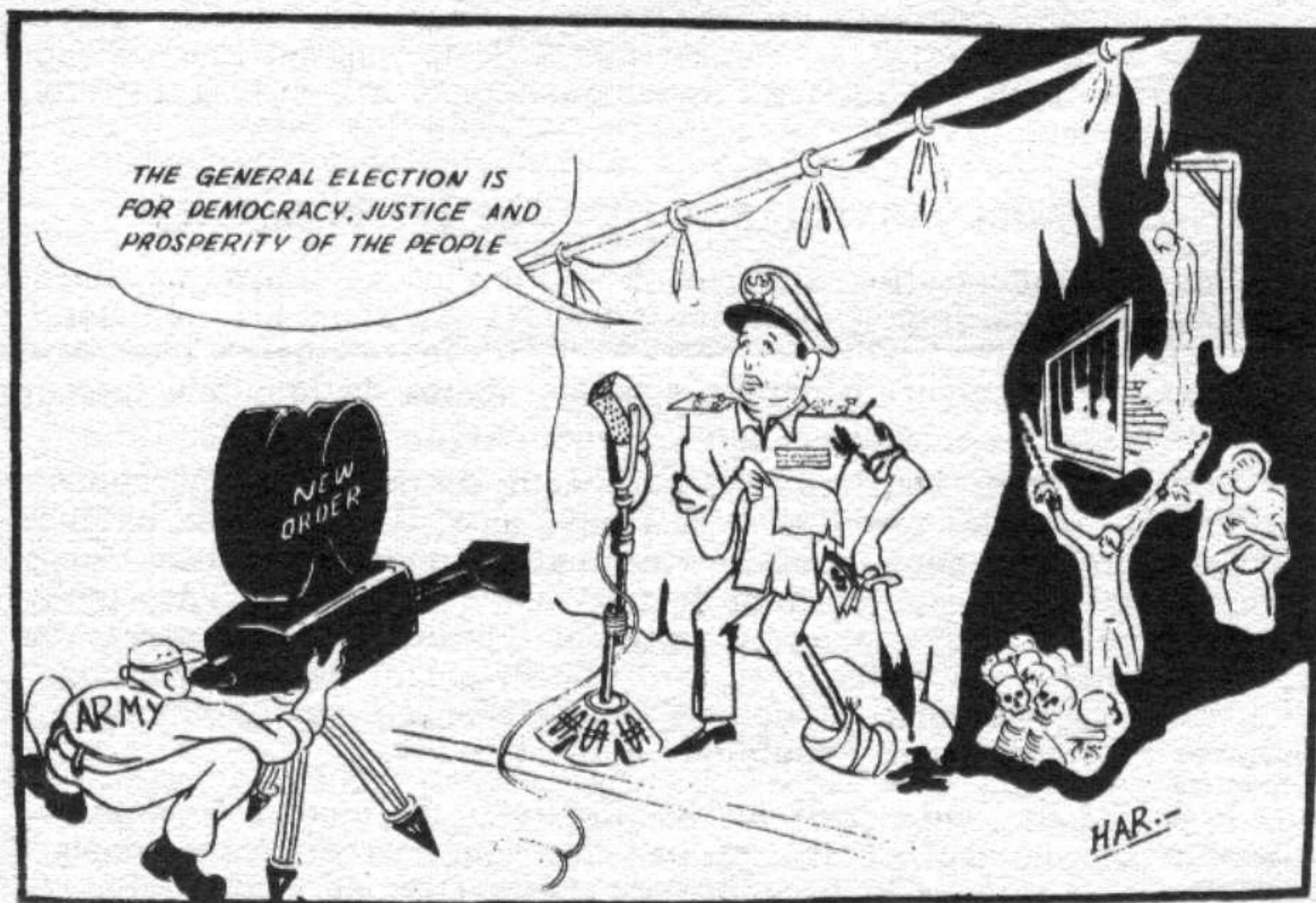
LE PARTI POLITIQUE DE SUHARTO ET LES ELECTIONS TRUQUEES

En plus de l'énorme machine militaire que Suharto et sa clique ont établi dans tous les domaines, il y a également un autre outil qui est utilisé par le régime militaire pour dominer la vie politique du pays.

Cet instrument est le « parti politique » contrôlé par l'armée et connu sous le nom de « Groupe Fonctionnel » ou GOLKAR.

Ce parti politique de Suharto, à direction militaire — dirigé par un major-général — est à la tête d'environ « 200 organisations de masse » contrôlées par l'armée. Il existe toutes sortes d'organisations-bidons, d'ouvriers, de paysans, d'avocats, de femmes, de jeunes, d'étudiants, etc. Dans toute l'Indonésie, à tous les niveaux, toutes les branches de ce « Parti Politique » sont également dirigées par des colonels, des majors, des capitaines.

Le 3 juin 1971, Suharto et sa clique ont monté une farce pourrie d' « élection générale ». En montant cette farce, Suharto voulait créer l'impression au sein de l'opinion publique nationale et internationale que son pouvoir était légitimé par des « moyens constitutionnels », et accompli par des procédures « démocratiques », « parlementaires ». Il voulait montrer que son régime était « légal » et avait pour base le soutien du peuple.



« Les élections générales pour la démocratie, la justice et la prospérité du peuple. »

Cependant, de nombreux reportages dans les journaux indonésiens et internationaux ont révélé crûment et précisément combien ces élections générales étaient manipulées en fait et préfabriquées, de la façon la plus éhontée, par sa clique militaire. En utilisant des méthodes

ignobles de terreur armée, organisée, de crime, de chantage, etc. Ce parti politique dirigé par l'armée, le GOLKAR, a pris 336 sièges sur les 460 au parlement. Les 8 autres partis politiques, à eux tous, n'ont obtenu que 124 sièges.

Il est tout à fait clair qu'avec une telle composition du parlement central, et des parlements régionaux, Suharto peut « légaliser » tout ce qu'il veut. Ils ne sont rien de plus qu'une façade.

LES VAINS EFFORTS DE SUHARTO POUR EMBELLIR SON REGIME

Suharto et ses suppôts, cherchent toujours à nier que leur régime est un régime militaire. Suharto, dans ses efforts pour embellir son régime, a essayé de tromper l'opinion publique nationale et internationale, en utilisant toutes sortes de trucs. Il a récemment introduit des ministres « civils » dans son cabinet. Mais en même temps, il est en train de renforcer le contrôle des positions-clés les plus importantes de ces ministères « civils ». Il a ordonné que les gouverneurs militaires et autres officiers en poste dans des bureaux publics, portent des vêtements civils.

Mais le développement des événements en 1970, 1971 et cette année, a montré que ces efforts de Suharto ont échoué. La loi militaire omniprésente est ressentie partout dans le pays, jusqu'aux villages et aux îles les plus éloignées de l'archipel. Le mécontentement, le ressentiment, la colère et la résistance au régime militaire, qui étaient autrefois latents, sont graduellement apparus et prennent des dimensions de plus en plus vastes parmi de nombreuses couches de la population.

Aujourd'hui, de plus en plus de gens comprennent que Suharto est tout aussi corrompu et réactionnaire que les dirigeants militaires du Vietnam, que la clique Lon Nol au Cambodge, qu'en Thaïlande, etc. Durant les dernières années, ils ont vu que le « progrès » annoncé par une importante propagande, que le « plan quinquennal de développement » et les autres mensonges racontés par Suharto et son gang, ne profitent en fait qu'à une petite classe de privilégiés et n'ont rien à voir avec les intérêts des larges masses de travailleurs, de paysans et d'étudiants.

Les étudiants et la jeunesse en particulier, deviennent de plus en plus hardis pour exprimer leur colère et leur mécontentement. Dans des conditions des plus difficiles, des travailleurs de plusieurs usines ont commencé à lancer des grèves. De nombreux anciens supporters de Suharto, sentant que leurs propres intérêts étaient lésés, ont commencé à résister sous des formes et avec des moyens divers.

Dans de nombreuses manifestations d'étudiants et dans leurs publications, on a pu entendre des slogans tels que : « Nous ne voulons pas du fascisme », « A bas la dictature militaire », « Nous voulons la Justice et la Démocratie ».

Dans son effort pour arrêter une telle tendance, Suharto a eu recours à des mesures plus arbitraires et impitoyables. La persécution et les exécutions continuent encore actuellement dans toute l'Indochine.

La plus grande prison du monde



Les détenus soumis à l'exercice forcé.

Les prisonniers politiques (dont de nombreux membres du Parti Communiste Indonésien, du Parti de la Gauche Nationaliste, des Catholiques et Chrétiens progressistes, et autres progressistes, de toutes professions) souffrent de traitements inhumains. Depuis longtemps nombre d'entre eux sont torturés par les moyens les plus inimaginables. Les femmes prisonnières sont violées. On leur donne de la nourriture en quantité incroyablement faible. Des dizaines de milliers de prisonniers souffrent de maladies diverses comme la tuberculose, l'anémie, la dysenterie et la malaria, etc.

De nombreux prisonniers politiques sont jetés dans de petites pièces sans sanitaires. On ne leur donne ni savon, ni soins médicaux, ni tabac. Il leur est interdit de lire des livres ni aucune revue. Des dizaines de milliers d'entre eux sont forcés de travailler à la construction de routes ou dans les plantations agricoles, sous la menace des baïonnettes. Beaucoup d'entre eux meurent de maladie, de faim ou de tortures. Et beaucoup d'entre eux sont fusillés sans jugement.

DETENUS DEPUIS SEPT ANS !

Ces prisonniers politiques, pour la plupart, sont maintenus dans de telles conditions depuis 6 ou 7 ans. Jusqu'à présent on leur refuse toute aide ou défense légale sous quelque forme que ce soit. Le régime militaire de Suharto interdit aux avocats et aux consultants légaux de les contacter ou de défendre leur cas.

Durant les 6 ou 7 dernières années, moins de 160 personnes ont été jugées dans des « cours » spéciales mises en place par les autorités militaires. Et les autres ? La majorité d'entre eux ont été détenus et continuent à l'être indéfiniment, sans motifs et sans jugement. En plusieurs occasions, les autorités militaires du régime de Suharto ont avoué franchement que la majorité de ces prisonniers politiques ne pouvaient pas être jugés parce que le régime n'a pas de preuves de leur culpabilité. Suharto lui-même, pendant sa visite en Australie et en Nouvelle Zélande (en février 1972) dut reconnaître devant la presse que la majorité des prisonniers politiques détenus ne pouvaient être jugés à cause du manque de preuves légales contre eux. Pourquoi alors les détenir si longtemps ? Suharto expliqua que ces prisonniers politiques étaient dangereux « pour la sécurité de la société ».

INDIGNATION EN INDONESIE ET A TRAVERS LE MONDE

Cette longue détention de tant de gens, sans motifs, sans jugement et sans espoir pour eux d'être libérés dans un avenir prévisible, a soulevé la colère et l'indignation de nombreuses personnes en Indonésie et à l'étranger. En Indonésie, sous le régime militaire de Suharto, aujourd'hui, les discussions publiques au sujet des prisonniers politiques, sont interdites. Néanmoins, de temps à autre, des articles sont publiés, des lettres ouvertes de lecteurs, etc., dans la presse indonésienne, par exemple dans le quotidien catholique « Kompas » (Djakarta) et le quotidien chrétien « Sinar Barapan » (Djakarta). Dans une certaine mesure, ces articles ont reflété une critique contre la politique inhumaine du régime militaire à propos des prisonniers politiques.

A l'étranger, des personnalités progressistes de premier plan ont manifesté leur protestation et leur indignation contre ces crimes perpétrés par Suharto et son gang de généraux réactionnaires. Le Comité Indonésien Hollandais et le Comité Indonésien Britannique ont été mis sur pied par des intellectuels de premier plan de diverses universités et de diverses organisations, y compris des personnalités de cercles religieux. Les buts de ces deux comités sont : fournir des informations concernant l'immense répression pratiquée par la dictature militaire, les conditions inhumaines dans les camps, la détresse matérielle sans cesse grandissante pour les larges masses, la discrimination contre les Chinois et autres minorités ; leurs buts sont également de soutenir toute résistance face à la suppression des libertés politiques, de se battre pour la libération des prisonniers politiques, de fournir une aide aux victimes de l'« Ordre Nouveau » de Suharto ; de s'opposer à tout soutien économique et politique au régime actuel.

Dans plusieurs pays, des partis et organisations révolutionnaires, de nombreux journaux progressistes et des personnalités ont également manifesté leur indignation et leur condamnation de ce régime militaire barbare qui a massacré plus de 500 000 personnes innocentes et qui

continue encore aujourd'hui de tuer des gens, en détenant plus de 100 000 prisonniers politiques dans les conditions les plus inhumaines. Lors de la « visite officielle » de Suharto en Australie, Nouvelle Zélande et Philippines en février 1972, de grandes manifestations contre Suharto ont été organisées par les ouvriers, étudiants et intellectuels de ces pays

COMBIEN Y A-T-IL DE PRISONNIERS POLITIQUES ?

L'Indonésie, sous le régime militaire de Suharto, a incontestablement le plus grand nombre de prisonniers politiques au monde aujourd'hui. Suharto n'a jamais révélé le nombre exact de camps de concentration et les véritables conditions des prisonniers politiques.

Durant les dernières années, de temps en temps, le régime militaire de Suharto a annoncé à grand renfort de tambour la libération de petits nombres de prisonniers politiques sous le prétexte de « principes humains », etc., dans leurs efforts pour embellir leurs visages d'horribles réactionnaires. Ainsi, l'an dernier (1971), et cette année (1972), un certain nombre de prisonniers politiques ont été relâchés.

Mais jusqu'à présent la presse indonésienne fait état continuellement d'un nombre croissant d'arrestations de nouveaux prisonniers politiques. On comprend facilement que les nouvelles arrestations rapportées par la presse ne sont qu'une petite partie de ce qui se passe vraiment en Indonésie. Car la politique de Suharto vise toujours à parler le moins possible de question des prisonniers politiques. En outre, tout le monde en Indonésie est parfaitement au courant que les autorités locales (en particulier dans les petites villes et les îles éloignées) pratiquent l'arrestation arbitraire de gens, de mises à vue temporaires, etc. Dans de nombreux cas, ces arrestations ne sont pas communiquées aux autorités les plus élevées, au « gouvernement central », et par conséquent ne sont pas centralement enregistrées.

A combien s'élève actuellement le véritable nombre de prisonniers politiques détenus dans toute l'Indonésie ? L'attorney général du régime, le lieutenant-général Sugih Arto affirma autrefois qu'il y avait 69 000 prisonniers politiques à la fin de 1969. Le journal hollandais hebdomadaire « Die Nieuwe Linie » du 4 février 1971, a publié le rapport du Dr Finngeir Hiort de l'institut de philosophie d'Oslo (Norvège) qui a visité l'Indonésie. Ce rapport a mentionné qu'en 1970, il y avait encore 150 000 prisonniers politiques dans toute l'Indonésie. Une lettre « d'amnistie internationale » d'avril 1971, a mentionné le chiffre de 116 000 prisonniers. On peut facilement supposer qu'aujourd'hui, il y a plus de 100 000 prisonniers politiques dans toute l'Indonésie, y compris ceux qui sont détenus dans des endroits éloignés par la police locale ou les autorités militaires locales.

QUELLES SONT LES VÉRITABLES CONDITIONS D'EXISTENCE DES PRISONNIERS POLITIQUES ?

Un très petit nombre de journalistes indonésiens et étrangers ont pu obtenir des « facilités limitées » pour visiter certaines prisons et camps de concentration. Les autorités militaires, en accordant ces autorisations, voulaient montrer au monde que le régime n'a « rien à

cachez ». Il est également évident que cela n'a été accordé par le régime de Suharto que sous la forte pression de l'opinion publique indonésienne et mondiale.

Depuis lors, des reportages ont paru dans la presse mondiale au sujet des traitements inhumains des prisonniers politiques et des conditions dégradantes pour l'être humain dans ces prisons et camps de concentration.

Mais, dans de nombreux cas, les visites de journalistes sont des voyages prêts d'avance. Le régime n'ose pas, jusqu'à aujourd'hui, autoriser les journalistes étrangers (et indonésiens) à visiter librement toutes les prisons ou les camps de concentration, ni avoir des conversations libres avec les prisonniers. Seules certaines prisons ou camps de concentration sont choisis à cet effet, par exemple quelques prisons à Java, et quelques sites parmi les énormes camps de concentration sur l'île de Buru, où plus de 10 000 prisonniers politiques sont détenus. En outre, il est très difficile pour un journaliste d'obtenir une autorisation du régime militaire permettant de telles visites.

L'hebdomadaire hollandais « Heagshe Post », de décembre 1970, a rapporté qu'un officier de recherche à « l'Amnistie Générale », Stephanie Grant, en compagnie d'un président de cette organisation, Sean Mc Bride SC, a visité Djakarta. Au retour de cette visite, Stephanie Grant rapporta ces faits :

- La condition des prisonniers en Indonésie est très mauvaise.
- Il est difficile de savoir le nombre réel de prisonniers politiques et de savoir quoi que ce soit sur leurs conditions.
- La plupart des gens ne veulent pas, ou mieux, n'osent pas dire quoi que ce soit sur leur sort.
- Même les avocats n'ont presque rien à dire parce qu'on ne leur permet pas d'avoir des contacts avec leurs clients.
- Les prisonniers nouvellement relâchés, ou les parents et les amis des détenus, ont peur de dire quoi que ce soit à cause des représailles.
- Le gouvernement de l'Indonésie s'appuie essentiellement sur la peur.

Radio Australia, dans son émission-radio diffusée du 24 mai 1971, a rapporté qu'un groupe de chercheurs et d'intellectuels indonésiens ont prévu de tenir une discussion publique le 22 mai 1971, à Djakarta, au sujet du problème des prisonniers politiques. Mais la réunion a été interdite par le régime militaire pour la raison que « rien au sujet des prisonniers politiques n'a besoin d'être discuté étant donné que la question a été réglée depuis longtemps ».

MANQUE DE NOURRITURE ET DE MEDICAMENTS

Il existe en fait dans chaque ville et région d'Indonésie de nombreuses prisons et camps de prisonniers politiques. Les conditions de vie des emprisonnés varient de conditions à peu près tolérables à des conditions inhumaines.

Dans les prisons et camps de concentration, la ration de nourriture fournie à tous les détenus est incroyablement maigre et souvent cons-

tituée de fourrage pour bétail. Dans de nombreuses prisons et camps de concentration, Suharto fournit aux détenus une ou deux fois par jour quelques cuillérées de nourriture et quelquefois un bol de porridge léger d'un riz de mauvaise qualité.

Le journal de Djakarta « Berita Yudha » a rapporté le 13 janvier 1971, un exemple frappant de cette situation. L'article disait que tous les détenus de la prison de Glodok (prison située dans le centre de la ville de Djakarta) se plaignaient de la quantité de nourriture qui leur était attribuée par le régime. Tous les matins, les détenus ne reçoivent que quatre bouchées de riz recouvertes de sel, et chaque après-midi la même chose avec une tranche de poisson salé. L'article disait encore que tous les détenus étaient très maigres et très faibles physiquement.

Des nouvelles venant d'Indonésie ont révélé que durant les dernières années, de nombreux prisonniers politiques sont morts chaque jour, non seulement à cause de la maigre quantité et de la mauvaise qualité de la nourriture qui leur était fournie, mais également à cause du manque de soins médicaux. En particulier dans les prisons des petites villes ou les camps de concentration situés dans les endroits retirés, il n'y a aucun service médical pour les prisonniers politiques.

TORTURES ET TRAVAUX FORCES

Depuis la fin de 1965, des méthodes fascistes de torture physique et de traitements inhumains à l'encontre des prisonniers politiques ont été utilisés dans tout l'Indonésie. Ces méthodes barbares sont encore largement pratiquées jusqu'à aujourd'hui par le régime politique pour soustraire des confessions et des renseignements des détenus. En règle générale, les détenus politiques reçoivent des traitements plus sévères que les criminels de droit commun ou les gens en « infraction avec la loi ».

« Amnistie Internationale » a rapporté que les prisonniers ont été battus avec des crosses de fusil, des matraques, des baguette de fer et des morceaux de bambou. Au cours de l'interrogatoire des détenus, les inquisiteurs militaires ou policiers ont recours à toutes sortes d'instruments de torture, brûlures de cigarettes sur le corps, coups avec des queues de requins acérées, tortures électriques sur les organes génitaux, etc.

Un autre exemple des méthodes inhumaines pour extorquer des confessions des personnes arrêtées, a été donné par le journal catholique de Djakarta « Kompas », du 3 février 1970. Plusieurs personnes ont avoué franchement, lors de leur procès, qu'elles ont été torturées par la police par électrocution de leurs deux pouces et en les faisant regarder d'autres personnes hurlant et gémissant alors qu'elles étaient électrocutées, le corps complètement nu.

Le journal « Suluh Marhaen » (Djakarta), du 1^{er} mars 1969, écrit que « pour extorquer des confessions aux suspects, les inquisiteurs utilisaient des méthodes horribles, comme l'électrocution par le bout des doigts ou l'arrachage des ongles ».

La majorité des prisonniers politiques souffrent aussi des travaux de force qui leur sont imposés. Ils doivent travailler dans les plantations, la construction des routes, la construction des ponts, etc. L'hebdomadaire hollandais « Groene Amsterdammer » du 27 mai 1972 écrivait

que de nombreux prisonniers politiques sont aujourd'hui obligés de travailler à la construction de l'aéroport de Balikpapan (Kalimantan de l'Est).

GRAVE SITUATION DES FAMILLES ET DES AMIS DES DETENUS

Le régime militaire de Suharto adopte aussi une attitude inhumaine envers les familles et les amis des détenus. Les veuves et orphelins des personnes massacrées, et les familles des prisonniers politiques sont traitées comme des parias, et dans de nombreux cas les autorités militaires découragent ces gens d'avoir des contacts avec les prisonniers. Pendant longtemps même, les orphelinats n'osaient pas prendre en charge les enfants des personnes massacrées. Et nombreux sont ceux qui ont peur de donner une aide matérielle aux familles en détresse des détenus, à cause des possibilités d'être accusés de « sympathie avec des éléments subversifs » ou encore d'appartenir au « mouvement du 30 septembre », etc. Un article d'un journal oriental a estimé qu'il y a à peu près deux millions d'orphelins, enfants des victimes du massacre.

Des officiers et membres de l'armée et de la police de Suharto pratiquent jusqu'à aujourd'hui toutes sortes de menaces et d'intimidations envers les parents des détenus. Beaucoup de femmes et de filles de prisonniers politiques ont reçu des menaces, sont l'objet de chantage et beaucoup d'entre elles ont été violées.

Le journal hollandais « Volkskrant » du 20 mars 1969 a expliqué qu'à cette époque 24 000 prisonniers politiques étaient emprisonnés dans la seule île de Java et qu'environ 10 000 femmes et enfants de ces détenus erraient sans but dans le centre de Java depuis 3 ans. On leur avait donné des cartes d'identité spéciales (avec des couleurs spéciales, etc.) dans lesquelles ils étaient dénoncés comme parents de communistes. Avec de telles cartes d'identité, il était difficile de trouver un emploi où que ce soit.

Pour les prisonniers relaxés, il y a aussi très peu de chances de trouver un emploi régulier. Ces ex-prisonniers politiques reçoivent des cartes d'identité spéciales et la majorité d'entre eux doivent se présenter deux fois par semaine à leur chef de village, aux autorités policières ou militaires. Ils ne sont pas autorisés à se rendre dans d'autres endroits et doivent aussitôt faire part de la visite de personnes étrangères au village. Le régime militaire de Suharto ne cesse de créer toutes sortes de difficultés à ces ex-prisonniers politiques. C'est pourquoi il leur est très difficile de trouver un emploi régulier.

Les faits mentionnés ci-dessus sont une toute petite partie des barbaries indicibles et des nombreux crimes perpétrés par Suharto et sa clique de généraux réactionnaires. Et, jusqu'à présent, il continue toujours ses crimes. Plus de 100 000 prisonniers politiques moisissent dans des centaines de prisons et de camps de concentration, sans chefs d'accusation, sans jugement, et sans espoir d'être libérés dans un avenir prochain. Plus de 10 000 d'entre eux ont été déportés dans l'île infestée par la malaria de Buru.

Tel est le véritable visage de Suharto, le boucher, qui va faire une « visite officielle » en France et dans d'autres pays européens.

LE PEUPLE INDONESIEN INTENSIFIE SA LUTTE CONTRE LE FASCISME



I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse L'HUMANITÉ ROUGE
B.P. 365
75.064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

EN VENTE TOUS LES JEUDIS
DANS LES KIOSQUES